



# Déclaration de 2,8 millions d'Irakiens sur l'ingérence du régime de Téhéran en Irak et en soutien aux Modjahedines du peuple d'Iran

- L'intégrisme et la dictature en Iran sont des obstacles à l'instauration de la démocratie et de la stabilité en Irak; la vraie solution face à l'intégrisme et à la dictature sous le couvert de l'islam est en fait un islam authentique, tolérant et démocratique et non pas une collusion avec des dirigeants despotiques et intégristes pour leur laisser un champ de manœuvre.
- Nous appelons les Etats-Unis et l'Union Européenne à annuler la désignation de terroriste de l'Organisation des Modjahedines du peuple d'Iran qui est la plus grande victime du terrorisme d'Etat.



Conférence de presse à l'hôtel Palestine de Bagdad le 16 avril 2005

- Nous rendons hommage aux 120.000 martyrs tombés pour la liberté en Iran, à M. Massoud Radjavi, le dirigeant de la Résistance iranienne, et à Mme Maryam Radjavi, présidente de la République élue du Conseil national de la Résistance iranienne. Nous soutenons leurs efforts pour la liberté, la paix, la démocratie et la fraternité et appuyons leur manière d'agir qui repose sur une juste cause.
- Nous appelons à ce que le statut de cette organisation en tant que mouvement de résistance légitime, et le droit à l'asile politique de ses membres demeurent confirmés sur la base de l'article 19 de la constitution provisoire de l'Irak.



Notre pays subit une guerre larvée et une autre occupation non déclarée, celle du régime iranien qui parle même de séparation des provinces méridionales de l'Irak. Ceux dont la devise était de conquérir Qods (Jérusalem) via Karbala considèrent que l'occupation américaine leur fournit la meilleure occasion d'instaurer en Irak un régime obscurantiste et intégriste comme celui du Velayat-e-Faghih (tutelle de guide religieux) au pouvoir en Iran. Ce genre de régime a été rejeté aussi bien par les grands ayatollahs chiites de Nadjaf que par les oulémas sunnites. Ce qui est menacé, c'est la sécurité et l'existence du peuple irakien, nos aspirations à l'indépendance et à la liberté de notre pays et le test de démocratie qui nous a été promis.

L'envoi de centaines de milliers de mercenaires en Irak sous divers prétextes, l'envoi d'énormes quantités d'armes et de munitions, la mise en place de dizaines de stations de radio et de télévision, la publication de nombreux magazines et journaux, les sommes d'argent colossales déversées en Irak pour acheter un grand nombre d'institutions et d'entreprises, l'intimidation des citoyens, la répression des femmes, les menaces et les tentatives de corruption à l'encontre du clergé, des chefs de tribus et des politiciens et leur invitation en Iran, l'assassinat de médecins, de professeurs d'université et de fonctionnaires, les menaces pesant sur les intellectuels et les journalistes, la distribution de drogues, l'élimination des opposants, la persécution des adeptes d'autres religions, l'incitation à la discorde entre les diverses composantes ethniques et religieuses d'Irak, le recrutement pour les opérations terroristes et les appels à la

rébellion et au meurtre lancés par Khamenei; voilà le résultat de l'ingérence du régime iranien en Irak qui empoisonne notre vie politique. Ce régime parle d'élections libres pour le peuple irakien et les chi'ites d'Irak, alors que le peuple iranien et les chi'ites d'Irak en sont privés. Ce régime cherche à se doter d'armes nucléaires. En plus du peuple iranien, ce sont les peuples d'Irak et de toute la région qui paieront le prix des ambitions nucléaires de Téhéran.

Cependant, dans leurs efforts pour neutraliser le danger de l'intégrisme et du terrorisme, le peuple irakien et les forces démocratiques d'Irak ont trouvé des alliés et un partenaire naturel dans le contexte géopolitique de cette région du monde: les Modjahedines du peuple d'Iran qui adhèrent à un islam tolérant et démocratique. Durant ces deux dernières décennies de leur séjour en Irak, ils ont établi des rapports humains et fraternels avec la société irakienne et sont considérés comme une garantie stratégique viable pour des relations de bon voisinage, une paix durable et les intérêts communs des deux nations.

Avec leurs authentiques convictions islamiques et leurs profondes racines dans la société iranienne, les Modjahedines du peuple d'Iran sont l'antithèse du régime intégriste au pouvoir à Téhéran. Ils constituent un barrage culturel et politique important contre l'infiltration intégriste et sont le contrepoids le plus efficace aux ambitions expansionnistes du régime iranien. C'est pourquoi, ils sont la première cible d'une campagne massive de désinformation lancée par Téhéran.

Ces dix-huit derniers mois, de journalistes, d'intellectuels,

d'avocats et de juges irakiens ont enquêté sur cette campagne de désinformation et les allégations lancées par le régime iranien contre les Modjahedines du peuple. Ils ont ensuite attesté du caractère mensonger de ces allégations.

En juillet 2004, les forces multinationales de la coalition ont confirmé le statut des membres de l'OMPI comme personnes protégées par la Quatrième Convention de Genève, et ont reconnu qu'ils sont tous lavés des accusations lancées par

Modjahedines iraniens ont toujours agi en Irak avec un esprit de sacrifice, d'honneur et de dignité politique pendant les dix-neuf dernières années. Ils n'ont fait qu'utiliser leur droit légitime de résister pour la libération de leur pays.

Nous rendons hommage aux 120.000 martyrs tombés pour la liberté en Iran, à M. Massoud Radjavi, le dirigeant de la Résistance iranienne, et à Mme Maryam Radjavi, présidente de la République élue du Conseil national de la Résistance

notamment leur droit à continuer de bénéficier du statut d'asile politique qui leur a été accordé durant les dix-huit dernières années en tant que mouvement de résistance légitime;

- La déclaration de plus de 500 éminents juristes internationaux à Paris en novembre 2004, également signée par plus de 3.230 juristes et avocats irakiens, soulignant le statut juridique de l'OMPI comme mouvement de résistance légitime et le

respect du droit à la propriété des membres de l'OMPI en Irak conformément aux articles 52 et 53 de la Convention de La Haye. La déclaration s'appuie sur l'article 55 de la Quatrième Convention de Genève et précise que les accusations de terrorisme portées à l'encontre de cette organisation ne découlent pas d'un processus juridique et, par conséquent, constitue une violation du droit international;

- La déclaration signée par plus de 200.000 citoyens irakiens en novembre 2004, qui

estime que le marchandage entre la tria européenne et le régime iranien encourage Téhéran à poursuivre ses actes terroristes et à propager l'insécurité en Irak;

- La déclaration du congrès du Front national d'Irak en décembre 2004, qui dans le cadre de la coopération régionale pour la paix, la stabilité et la démocratie, reconnaît l'OMPI comme un partenaire important des peuples d'Irak et de la région;

**Notant :**

- Les dix avis juridiques rédigés par les plus éminents juristes internationaux sur le statut de l'OMPI comme mouvement de résistance;

- Les 51 résolutions de diverses instances des Nations Unies condamnant le régime répressif de l'Iran pour ses violations flagrantes des droits de l'homme;

- La définition juridique de la situation prévalant entre le régime iranien et l'OMPI qualifiée par des experts de «conflit armé non international» régi par l'Article 3 commun aux quatre conventions de Genève, qui permet de démontrer la légitimité et la nature non terroriste de cette organisation;

**Soulignant que :**

- L'inscription du nom de l'OMPI dans des listes des organisations terroristes est une concession politique faite au régime iranien, lui permettant de justifier la poursuite de la répression et de l'oppression à l'intérieur du pays;

- Le bombardement et le désarmement de l'OMPI ont créé un déséquilibre stratégique vis-à-vis du

régime iranien dans cette région sensible du monde;

- Le blocage de la force d'opposition iranienne la plus importante est le meilleur cadeau que l'on peut offrir à la tyrannie religieuse en Iran et lui laissant davantage les mains libres pour son ingérence en Irak;

**Convaincus que :**

- L'intégrisme et la dictature en Iran sont des obstacles à l'instauration de la démocratie et de la stabilité en Irak;

- La vraie solution face à l'intégrisme et à la dictature sous le couvert de l'islam est en fait un islam authentique, tolérant et démocratique et non pas une collusion avec des dirigeants despotiques et intégristes pour leur laisser un champ de manœuvre;

**Nous appelons à ce que :**

- Le statut de cette organisation en tant que mouvement de résistance légitime, et le droit à l'asile politique de ses membres demeurent confirmés sur la base de l'article 19 de la constitution provisoire de l'Irak (dans le chapitre sur les droits fondamentaux et inaliénables de cette constitution);

- Le droit de l'organisation des Modjahedines du peuple d'Iran à la propriété de l'ensemble de leurs biens et bâtiments en Irak soit respecté, que les dommages qu'ils ont subis pendant la guerre soient compensés par les forces multinationales conformément aux règles en vigueur;

- Les Etats-Unis et l'Union Européenne annulent la désignation de terroriste de l'organisation des Modjahedines du peuple d'Iran qui est la plus grande victime du terrorisme d'Etat.

**Onze partis politiques irakiens et ONG, dont le Front national irakien, la Fédération nationale des tribus irakiennes, l'Association des juristes indépendants pour les droits de l'homme, l'Association irakienne pour l'amitié et la solidarité avec le peuple iranien, les Syndicats démocratiques irakiens, l'Union démocratique libérale des femmes irakiennes, l'Association nationale contre l'extrémisme et le terrorisme, l'Association des chrétiens irakiens pour l'amitié entre les nations, l'Association des femmes irakiennes pour l'avenir, l'Association des fonctionnaires irakiens pour la solidarité avec le peuple iranien et l'Association des enseignants irakiens pour l'amitié avec le peuple iranien ont parrainé la pétition et rassemblé les signatures. Tous les signataires ont plus de 18 ans et les adresses sont disponibles.**

**Trente et un autres partis politiques, 6.400 juristes et avocats, 12.000 médecins, 17.000 ingénieurs, 1.550 hommes politiques et chefs de tribus et près de 400.000 femmes irakiennes figurent parmi les signataires de la déclaration.**